

Des milliers de signatures pour la défense des lycées français de l'étranger

Madrid (ESP), 19 mars 2018 (AFP) -

Plus de 10.000 personnes avaient signé lundi une lettre ouverte de parents d'élèves du lycée français de Madrid à l'attention d'Emmanuel Macron pour "sauver les lycées français du monde", à la veille d'un discours sur la francophonie du chef de l'Etat français.

Cette lettre est la deuxième du genre après une autre pétition lancée en 2017 par des parents et enseignants du Lycée Alexandre Yersin de Hanoï, signée par 25.000 personnes.

Diffusée sur le site Change.org, elle évoque l'inquiétude des parents face aux coupes sombres annoncées en 2017 dans le réseau des lycées français et demande à Emmanuel Macron de s'engager à "maintenir les postes d'enseignants titulaires" et à "stabiliser les frais de scolarité".

Près de 350.000 élèves sont scolarisés dans les quelque 492 lycées et écoles françaises du monde.

En 2017, l'AEFE (l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger) a annoncé la suppression sur trois ans de 512 postes de "résidents" -- ces enseignants dont le salaire est financé par l'agence.

Depuis 2015 la dotation budgétaire de l'AEFE, dont une réforme est engagée, est en baisse.

"La francophonie, le rayonnement de l'éducation française et l'image de la France à l'étranger, ne méritent-ils pas au contraire un plus grand investissement ?", demandent les auteurs de la pétition, le Franco-libanais Hassan Hassan et la Franco-espagnole Katia Velasco, des parents d'élèves madrilènes.

Les préoccupations des parents d'élèves "sont légitimes", estime la Fédération des associations de parents des établissements français à l'étranger (Fapee).

La Fapee souligne aussi qu'elle a interpellé Emmanuel Macron et estime avoir été entendue "en partie" puisqu'une "réflexion de fond" s'est engagée.

Au lycée français de Madrid, un des plus importants établissements de l'AEFE au monde avec quelque 4.000 élèves, trois journées de grève ont été menées par les syndicats depuis début 2018. L'Association de parents liste indépendante (ALI) a en outre appelé les parents à mettre fin aux prélèvements automatiques de frais de scolarité pour faire pression.

Le sujet pourrait dominer les débats pour l'élection législative partielle des 8 et 22 avril dans la cinquième circonscription des français de l'étranger (Andorre, Espagne, Monaco, Portugal).

En effet, au moins trois candidats déclarés ont un lien avec l'enseignement à l'étranger: la sortante Samantha Cazebonne (LREM, ex-directrice d'établissement à Palma de Majorque), François Ralle-Andreoli (soutenu par EELV-La France insoumise-Génération, professeur au lycée français de Madrid), et Mehdi Benlahcen (Parti socialiste, professeur au lycée de Lisbonne).

mck/lpt

Afp le 19 mars 18 à 18 07.